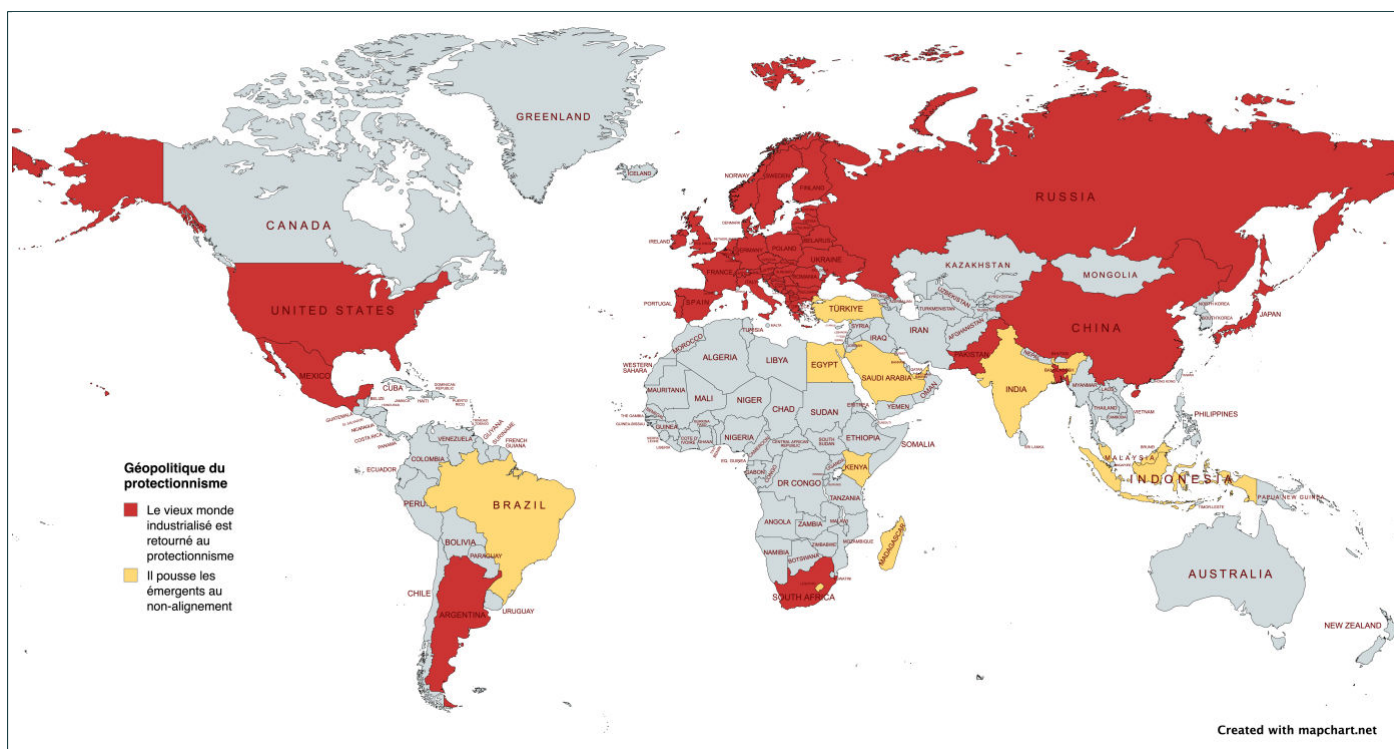


La chaire décrypte :

La parenthèse du libre-échange s'est refermée



Si l'on considère l'histoire de la puissance économique, il ne fait aucun doute que le protectionnisme est la grande loi de la nature. Elle consiste pour les Nations à protéger les industries naissantes, trop vulnérables pour affronter la concurrence mondiale. Les grandes montées en puissance économiques ont toujours été soutenues par un arsenal protectionniste. Quant au libre-échange, il n'est mis en œuvre par la puissance impériale dominante qu'une fois parvenue au faite de sa croissance. Ce fut le cas de la Grande-Bretagne en 1846 et des Etats-Unis en 1945. Ce soudain renversement leur permit d'accélérer la concentration des richesses. Toutefois, ces périodes limitées ne sauraient être prises comme un horizon indépassable. Elles sont l'exception et non la règle. Avec le retour du protectionnisme l'année 2026 nous ramène au réel. Le protectionnisme va mettre fin aux stratégies de prédation unilatérales tout en enchérissant le coût des biens et des services.

Se protéger de la démesure

L'histoire de l'Europe moderne est celle d'une lutte entre différents protectionnismes. Le cas de la laine anglaise illustre bien ce phénomène : Au XIV^e siècle, Édouard III (1312-1377) prend des mesures interventionnistes telles que l'interdiction d'importer des draps de laine pour tenter d'en développer la fabrication locale. À partir de 1489, Henri VII augmente les droits d'exportation sur la laine brute. Cette politique est continuée par les Tudor, ce qui permet au Royaume-Uni de devenir la plus grande nation productrice de laine au monde. La Grande-Bretagne reste un pays hautement protectionniste jusqu'au milieu du XIX^e siècle : en 1820, le taux moyen de droits sur les produits manufacturés importés en Grande-Bretagne est de 55 %. L'essor de la Grande-Bretagne s'est donc effectué à l'ombre de barrières tarifaires élevées et durables. La croissance des Etats-Unis présente un cas de figure analogue. En 1847, Abraham

Lincoln déclare :

« Donnez-nous un tarif protecteur et nous aurons la plus grande nation au monde ».

Pendant la guerre civile, Lincoln avait introduit un taux de 44% pour payer les subventions sur les chemins de fer, l'effort de guerre et protéger l'industrie. Les droits de douane sont restés à ce niveau après la guerre, de sorte que la victoire du Nord dans la guerre civile a permis aux États-Unis de rester l'un des plus grands utilisateurs de la protection tarifaire pour l'industrie. La justification du protectionnisme est alors la protection des *industries en enfance*. Comme celles-ci ne sont pas adaptées au marché international, elles bénéficient d'un temps d'adaptation leur permettant de développer leur compétitivité. Que penser alors du retour du protectionnisme au sein du monde occidental en 2026. Il permet à l'inverse de protéger des *industries sénescences* trop âgées pour endurer la concurrence de pays plus dynamiques.

Les chantres du libre-échange sont devenus les gardiens du protectionnisme

Par un curieux retournement de paradigme, indifférent aux opinions publiques amnésiques, les plus farouches défenseurs de la libre circulation des idées, des biens et des personnes sont soudain devenus leurs contempteurs. L'Union Européenne, avait pourtant été conçue comme le laboratoire du libre-échange. Mais ce temps doit être oublié. En 2025, le protectionnisme n'est plus une simple politique économique, mais un levier géopolitique central dans un monde en pleine démondialisation. Sous l'impulsion de Donald Trump, les États-Unis ont relancé une vague de mesures protectionnistes le *jour de la libération* avec un tarif de base de 10 % sur toutes les importations, et jusqu'à 60 % sur les biens chinois. Cette offensive accélère la fragmentation du commerce mondial, favorise la formation de blocs et augmente les coûts logistiques (+300 % pour certains frets). Toutefois, la nature du protectionnisme diffère selon les zones géographiques concernées : les États-Unis sont devenus les tenants du protectionnisme technologique. Ils ne veulent renoncer à leur dernière carte qui est l'avance en matière d'intelligence artificielle. La Chine, de son côté, mène un protectionnisme plus concret, centré sur les nœuds de communication de la route de la soie. L'Union européenne, qui a délocalisé sa pollution dans les nouvelles usines du monde, s'efforce de promouvoir le protectionnisme vert et se heurte de front aux intérêts de l'Inde et du Brésil, tenants du protectionnisme agricole et industriel. Dans la lutte féroce pour la survie, chacun protège ainsi ses intérêts particuliers. L'heure est au ralentissement du grand commerce international. Aurait-on oublié à cet égard la rétractation que connut l'Empire romain après les grandes invasions ?

Il n'est guère étonnant dans ce contexte, que l'organisation mondiale du commerce soit devenue inaudible. Ses discours ont désormais les sonorités désuètes d'une époque révolue. Après tout, qui lisait encore les discours iréniques des rêveurs des Lumières à l'heure où les soldats de Bonaparte pillaient Venise ?